

Canada - United States
Inter-Parliamentary Group
Canadian Section



Groupe interparlementaire
Canada - États-Unis
Section canadienne

**RAPPORT DE LA
DÉLÉGATION CANADIENNE DU
GROUPE INTERPARLEMENTAIRE CANADA-ÉTATS-UNIS
À LA**

***LA FRONTIÈRE CANADO-AMÉRICAINNE – UNE APPROCHE
UNIFIÉE
RÉUNION DE LA « CANADIAN/AMERICAN BORDER TRADE
ALLIANCE »***

Washington, D.C.

Du 10 au 12 septembre 2006

Du 10 au 12 septembre 2006, des membres de la section canadienne du Groupe interparlementaire Canada-États-Unis ont participé à la réunion de la *Canadian/American Border Trade Alliance* à Washington, D.C. Pendant leur séjour à Washington, ils ont aussi rencontré l'ambassadeur canadien aux États-Unis, Michael Wilson, et discuté de plusieurs questions bilatérales, y compris de l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental (IHO).

**LA FRONTIÈRE CANADO-AMÉRICAINNE – UNE APPROCHE
UNIFIÉE
RÉUNION DE LA CANADIAN/AMERICAN BORDER TRADE
ALLIANCE
WASHINGTON, D.C.
DU 10 AU 12 SEPTEMBRE 2006**

Du 10 au 12 septembre 2006, des membres de la section canadienne du Groupe interparlementaire Canada-États-Unis ont participé à la réunion de la *Canadian/American Border Trade Alliance* à Washington, D.C. Pendant leur séjour à Washington, ils ont aussi rencontré l'ambassadeur canadien aux États-Unis, Michael Wilson, et discuté de plusieurs questions bilatérales, y compris de l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental (IHO).

COURTIERS ET GROUPE SPÉCIAL DE SPÉCIALISTES EN LOGISTIQUE

Candace Sider, Livingston International

- De nombreuses choses ont changé à la frontière Nord et une meilleure sécurité a été mise en place sans nuire au commerce légitime;
- les deux pays – le Canada et les États-Unis – ont de nouveaux programmes complexes en place pour assurer la sécurité et accroître la prospérité;
- l'engagement pris par le gouvernement canadien à l'égard de la sécurité est axé sur le financement, les armes à feu, la formation et l'infrastructure, parmi d'autres initiatives;
- même si des progrès continuent d'être réalisés, les questions relatives à l'infrastructure le long de la frontière nord continuent d'exister.

Amgad Shehata, UPS

- La prospérité et la sécurité sont des copilotes; l'un ne conduit pas l'autobus alors que l'autre est le passager;
- le Partenariat pour la sécurité et la prospérité démontre un engagement visant à créer une frontière perméable; cependant, d'une certaine façon, il devient de plus en plus difficile de franchir la frontière; nous avons besoin de donner la priorité à certaines initiatives, d'éliminer les dédoublements et les exigences inutiles, les processus redondants, etc.;

- l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental aura très certainement une incidence sur le transport des marchandises, ce qui créera des retards à la frontière;
- les nouveaux processus et changements apportés aux processus existants entraîneront des coûts plus élevés, ce qui nuira à la compétitivité des entreprises nord-américaines.

Chip Bown, FedEx

- Les renseignements figurant sur les manifestes des camions seront transmis par voie électronique plutôt que sur papier;
- en ce qui a trait à l'annonce faite en août 2006 par le U.S. Department of Agriculture Animal and Plant Health Inspection Service, certains craignent que les inspections ne soient faites et les frais ne soient perçus d'une manière qui nuise aux échanges commerciaux ou cause des retards.

Matthew Parrott, A.N. Deringer

- Des bureaux opérationnels traitant les manifestes électroniques employés par les transporteurs routiers existent aux emplacements suivants : Blaine, Washington; Pembina, Dakota du Nord; Detroit, Michigan; Buffalo, New York et Champlain, New York;
- les transporteurs/courtiers doivent régler certaines questions.

ÉTAT DE LA MISE EN ŒUVRE DE *US-VISIT*

P.T. Wright, U.S. Department of Homeland Security

- Le Canada et les États-Unis sont bien plus que de simples amis;
- on commence à avoir le sentiment que les choses sont revenues à la normale, maintenant que cinq ans se sont écoulés depuis les attaques terroristes du 11 septembre 2001;
- il existe des façons innovatrices d'assurer la sécurité tout en reconnaissant que les marchandises et les personnes légitimes doivent pouvoir franchir la frontière commune;
- nous ne devons pas faire de la frontière Nord quelque chose qui ressemble à la frontière Sud;
- *US-VISIT* a été le premier programme après les attaques terroristes du 11 septembre 2001 à être d'une certaine manière, fortement axé sur la technologie; son aspect technologique le rend plutôt unique, comme son application élargie, et il a définitivement révolutionné la façon dont les personnes sont traitées à la frontière;

- *US-VISIT* fait une photographie numérique des index droit et gauche et saisit les renseignements relatifs aux visas; le passage à un système qui prend les dix empreintes est probable, ce qui pourrait être un élément dissuasif;
- les changements récents apportés au programme *US-VISIT* signifient que dorénavant certains Canadiens sont visés;
- la technologie de fréquence radio est à l'essai à : Blaine, Washington; Alexandria Bay, New York; et Nogales, Arizona; on espère que cette technologie sera incluse dans les documents qui seront émis dans le futur;
- les États-Unis travaillent à parvenir à une vérification à 100 % à la frontière terrestre comme c'est le cas dans les bureaux de douane dans le mode aérien;
- les données biométriques sont un outil important qui permet d'améliorer la sécurité;
- l'utilisation frauduleuse de documents est le principal outil utilisé par les terroristes pour se déplacer dans le monde;
- une période réservée aux commentaires est en cours en ce qui a trait à l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental et les réflexions et opinions continuent d'être appréciées.

ZONE DE SÉCURITÉ NORD-AMÉRICAIN

Deborah Spero, Department of Homeland Security

- Le 11 septembre 2001, quatre aéronefs commerciaux ont changé le cours de l'histoire et notre vision du monde;
- comme l'a démontré le complot d'attentat à la bombe à Londres en août 2006, nous devons demeurer sur le qui-vive;
- l'Accord sur la frontière intelligente prévoit une défense à plusieurs niveaux basée sur la gestion du risque;
- en ce qui a trait à la sécurité du fret, les éléments de protection comprennent :
 - les informations préalables – plus d'informations sont communiquées le plus tôt possible sur ce qui arrivera et sur l'origine de ce qui arrivera;
 - ciblage et analyse – le risque que le fret présente est évalué et la nécessité d'inspecter le fret est déterminée;
 - technologie – comme la détection des radiations et la radioscopie;
 - partenariats pour sécuriser la chaîne logistique internationale – les partenaires incluent le secteur privé et les gouvernements du monde entier, en partant du principe « faire confiance mais vérifier » et des

avantages progressifs pour ceux qui vont au-delà des normes minimales en sécurisant leur chaîne logistique;

- en ce qui a trait à la sécurité des voyageurs, les éléments de protection incluent :
 - les informations préalables – il est proposé de faire en sorte que l'information sur les voyageurs soit présentée 15 minutes avant que l'aéronef ne s'éloigne de la porte d'embarquement, étant donné que l'information qui est transmise 15 minutes après son décollage arrive trop tard pour protéger l'aéronef et ses passagers; les dossiers du passager doivent fournir de l'information tout en protégeant les renseignements personnels;
 - programmes des voyageurs fiables – ces programmes sont à la base de la gestion du risque; des programmes pour évaluer et vérifier les documents afin de s'assurer qu'ils ne sont pas faux sont en cours;
- même si nous sommes plus en sécurité maintenant que jamais auparavant, tôt ou tard arrivera un événement qui requerra une réponse internationale, que cet événement soit naturel ou causé par l'homme; tout sera fait pour éviter de fermer la frontière Nord.

CONTRÔLE TECHNOLOGIQUE

Brian Bowen, Bowen Enterprises, Inc.

- Les options de déclaration du Automated Commercial Environment incluent :
 - le point d'entrée gratuite du Service des douanes et de protection des frontières des États-Unis,
 - les points d'entrée tierces parties et des préparateurs/présentateurs assurant un service complet,
 - interface de système principale
- le temps nécessaire pour mettre à l'essai la solution choisie dépend généralement de : la mise en œuvre de la solution de déclaration; la mise à l'essai et la documentation des nouvelles procédures; la sensibilisation des conducteurs;
- en ce qui a trait au programme du décalque des droits d'adhésion des É.-U., les transporteurs qui reçoivent des décalques de droits d'adhésion pour 2006, pour lesquels il paient 100 \$ annuellement, ont reçu un décalque activé par transpondeur. Un décalque avec solde de compte décroissant devrait être déployé en septembre 2008.

POINT DE VUE CANADIEN

Claude Carrière, Ambassade du Canada

- Même si cinq ans se sont écoulés depuis les attaques terroristes du 11 septembre 2001, nous ne pouvons pas relâcher notre vigilance en ce qui a trait au terrorisme; à cet égard, le Canada n'est pas différent des autres pays;
- le Canada s'est engagé à identifier les menaces terroristes;
- les réussites bilatérales incluent : le commerce de produits énergétiques, l'Accord sur le bois d'œuvre; Ciels ouverts; le prédédouanement à Halifax, le Partenariat pour la sécurité et la prospérité; le Conseil nord-américain de la compétitivité; le transport du fret en Amérique du Nord; le tourisme bilatéral;
- malgré nos réussites bilatérales, plusieurs défis restent à relever, y compris : l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental; les changements au programme *US-VISIT* qui pourraient viser certains Canadiens; les frais administratifs et les changements dans l'inspection récemment annoncés par le U.S. Department of Agriculture Animal and Plant Health Inspection;
- même si les « deux piliers de la sécurité du commerce » sont souvent énoncés, certains pensent qu'un pilier est plus important que l'autre et que la frontière devient plus difficile à franchir, ainsi que plus opaque et moins prévisible.

OPINION SUR LA FRONTIÈRE CANADO-AMÉRICAINNE, LA MISE EN ŒUVRE DE LA FRONTIÈRE INTELLIGENTE ET LA SECONDE ÉTAPE

Al Martinez-Fonts Jr., U.S. Department of Homeland Security

- Étant donné que ni le secrétaire, Michael Chertoff, du U.S. Department of Homeland Security, ni Al Martinez-Fonts Jr., secrétaire-adjoint pour le secteur privé pour U.S. Department of Homeland Security, n'ont pu assisté à la réunion, Jim Phillips a lu un discours donné par le secrétaire Chertoff à la Georgetown University. Ce discours est repris ci-après.

REMARQUES DU SECRETARY OF HOMELAND SECURITY, MICHAEL CHERTOFF, LE 11 SEPTEMBRE : CINQ ANS APRÈS (Traduction libre)

Et bien, je vous remercie beaucoup de cet accueil chaleureux et de m'avoir donné l'occasion de vous parler dans ce magnifique hall qui, je crois, se trouve dans le plus ancien édifice du campus que George Washington a utilisé pour faire ses adieux au corps diplomatique.

Provost O'Donnell, j'apprécie votre introduction. Je tiens à remercier Gary Schiffman, qui est un ancien collègue du Department of Homeland Security, de m'avoir accueilli à l'université pour ce discours.

Et j'aimerais aussi remercier Daniel Byman, le directeur du Center for Peace and Security Studies, qui n'a pas été en mesure de se joindre à nous aujourd'hui. Et, naturellement, c'est un plaisir d'avoir aussi des collègues du département, des étudiants et des amis.

Aujourd'hui, nous sommes rassemblés juste quelques jours avant le cinquième anniversaire des attaques du 11 septembre contre les États-Unis. Lorsque nous commençons à repenser aux événements de cette journée tragique, nous avons l'occasion de réfléchir à ce que nous avons appris et à penser à ce qu'il nous reste à faire. Il est approprié de réfléchir à certaines des mesures que nous avons déjà prises et de mesurer les progrès que nous avons réalisés pour protéger notre pays et nos citoyens contre d'autres attaques. Et, naturellement, il est certainement approprié de noter qu'il n'y a pas eu d'autre attaque réussie contre les Américains aux États-Unis depuis le 11 septembre.

Mais nous devons aussi reconnaître les défis restants et être clairs lorsqu'il s'agit de fixer les priorités que nous devons avoir en place pour nous assurer qu'aucune attaque réussie n'ait lieu au cours des prochaines années.

Pour chacun d'entre nous dans cette salle et pour tous les habitants de ce pays, le 11 septembre demeure un moment déterminant dans nos vies personnelles et dans l'histoire de notre pays. Même aujourd'hui, lorsque nous regardons en arrière, il est difficile d'appréhender la nature réelle de la dévastation et des pertes de vie causées par cet acte de guerre prémédité et infâme commis contre des personnes innocentes originaires du monde entier ne faisant rien d'autre que travailler ici ou visiter les États-Unis; une campagne meurtrière dépourvue de

sens qui a causé la mort de près de 3 000 hommes, femmes et enfants de toutes les origines et de toutes les confessions.

Nous nous rappelons tous, chacun d'entre nous, d'où nous nous trouvions ce jour-là, de ce que nous avons ressenti, de la façon dont la nouvelle nous a été communiquée. Je pouvais dire, pour mon propre compte, que j'étais à la tête de la division criminelle et que, à partir de l'instant où j'ai appris que des avions avaient heurté les tours jumelles du World Trade Center, j'ai décidé de consacrer mon énergie, avec mes collègues au sein du gouvernement, à traquer ceux qui nous ont causé du tort et qui ont l'intention de récidiver.

Mais même aujourd'hui, lorsque je vais à New York, et regarde le cratère dans le sol, la seule chose qui reste de la structure physique du World Trade Center, il est difficile d'échapper à ce sentiment de dévastation à vous couper le souffle et à la nature infâme de ce crime contre l'humanité qu'a été l'attaque contre le World Trade Center.

Aussi, pour ceux qui ont besoin d'être revigorés dans la lutte contre la terreur, je suggère à l'approche de ce cinquième anniversaire, qu'ils se rendent au World Trade Center ou au Pentagone, où un avion a tué un très grand nombre de nos soldats et de nos travailleurs de la défense, ou à Shanksville, où les passagers héroïques du Vol 93 de la United Airlines ont évité une autre attaque contre la capitale de notre nation.

Le fait est qu'aucun mot ne peut pleinement décrire l'importance de la tragédie du 11 septembre. Mais parmi les horreurs de ce jour, nous devons aussi nous rappeler que nous avons été témoins d'un courage, d'une bravoure et d'un sacrifice incroyables; des premiers intervenants qui ont donné leur vie en entrant dans des immeubles en flammes, des citoyens qui se sont retournés contre leurs assaillants dans le ciel de Pennsylvanie, d'autres citoyens à bord d'autres avions qui ont sorti leur téléphone cellulaire et appelé leurs êtres chers au dernier moment avant que ces avions ne deviennent des armes de destruction massive. Durant cette épreuve du 11 septembre, nous avons été témoins d'un événement funeste et horrible mais aussi d'un courage et d'une bravoure extraordinaires. Et je suis d'avis que nous devrions tirer une leçon de ce comportement exemplaire ce jour-là et prendre en compte l'avertissement clair de ce qui nous attend si nous ne continuons pas à assurer notre sécurité et notre sûreté, ici aux États-Unis et partout dans le monde.

Nous avons eu cinq ans pour absorber les leçons tirées du 11 septembre et nous avons agi délibérément et de façon décisive pour réduire le risque d'être de nouveau confrontés à un autre jour comme cet infâme matin de septembre. Nous avons appris que nous ne pouvons pas relâcher la vigilance face au terrorisme. Le fait est que les terroristes continuent à comploter contre nous, même lorsque nous les frappons. Nous avons pu le constater de nouveau en août dernier, lorsque nous avons découvert et empêché une attaque potentiellement horrible contre des aéronefs reliant le Royaume-Uni aux États-Unis.

Et nous avons eu moins de succès dans d'autres parties du monde. Il y a eu des attaques contre des citoyens américains à l'étranger, contre nos alliés et des

civils innocents à Londres, à Bali et à Madrid et partout. Les Américains ont fini par comprendre que pour protéger leur nation, ils devaient faire des compromis.

Nous ne pouvons pas continuer d'entretenir l'illusion d'une sécurité parfaite obtenue à tout prix et nous devons parvenir à une sécurité solide et qui doit être conforme à nos libertés, nos valeurs et notre mode de vie.

Alors que nous débutons cette première décennie du XXI^e siècle après être sortis de la Guerre froide et des luttes de la Seconde Guerre mondiale, nous sommes confrontés à un nouveau défi qui est tout aussi dangereux que les défis que nous avons relevés dans ce pays au cours des dernières décennies. Et nous devons réorienter notre approche face à cette menace. Nous devons mettre en place un système de sécurité de toute urgence, en faisant preuve de souplesse et de résolution.

Maintenant, une partie critique de la stratégie du Président pour faire face à cette menace de terreur consiste à livrer la guerre à l'ennemi à l'étranger – en Afghanistan, en Iraq, partout dans le monde – en collaborant avec nos partenaires internationaux afin de déjouer les complots terroristes et de supprimer les menaces terroristes avant qu'elles n'atteignent nos rivages.

Ici, chez nous, nous devons continuer à travailler à mettre en place un ensemble unifié de capacités efficace pour gérer le risque visant les habitants de ce pays. Le Department of Homeland Security, que j'ai le privilège de diriger, a été créé spécifiquement pour intégrer nos capacités nationales de lutte contre toutes sortes de menaces, qu'il s'agisse d'actes de terreur ou de risques naturels, ou même de risques médicaux comme une pandémie de grippe. Et la clé à cette approche intégrée, à ce partenariat, c'est de travailler avec l'État et les gouvernements locaux, avec le secteur privé, avec nos alliés à l'étranger et, plus important, avec les personnes individuelles, les familles et les collectivités dans l'ensemble des États-Unis.

Aussi, en regardant en arrière et en avant, comment pouvons-nous tirer profit de nos progrès à ce jour? Quels sont les défis qui nous restent à relever? Et comment allons-nous définir leurs priorités respectives? Et quelle voie devons-nous suivre pour mettre en place les mesures qui permettront de garantir notre sécurité et celle de nos familles dans les années à venir?

Et bien, laissez-moi vous dire, il y a une chose essentielle que nous devons reconnaître dès le départ. Nous devons axer notre attention sur les risques les plus importants et nous devons utiliser nos ressources de la façon la plus pratique possible pour éviter les dangers naturels et causés par l'homme ainsi que pour nous protéger et intervenir contre eux. Cela signifie que nous devons être implacables dans notre évaluation et que nous devons reconnaître qu'il n'est simplement pas possible d'éliminer tous les risques, pour chaque personne, partout et à tout moment. Ce n'est tout simplement pas ainsi dans la vraie vie.

Et si nous pouvions parvenir à une protection absolue parfaite contre toutes les menaces, nous pourrions seulement le faire à un coût astronomique pour notre liberté et notre prospérité. Comme le Président l'a dit deux jours plus tôt, il nous

suffit de lire les paroles de ben Laden lui-même pour voir qu'il pense obtenir la victoire pour sa cause en provoquant la faillite des pays occidentaux et en les détruisant. Et nous pouvons lui donner cette victoire en devenant tellement hystériques et en réagissant de manière excessive au point de détruire notre mode de vie en voulant le protéger.

Cela signifie que nous devons être disciplinés lorsque nous évaluons les menaces, en examinant nos points faibles, et en pesant les conséquences, et nous devons alors équilibrer nos ressources en fonction des risques, et établir leurs priorités, afin d'accorder une protection suffisante à nos concitoyens aux États-Unis sans que ce soit une protection excessive mais aussi sans que cette protection soit insuffisante.

Aussi, laissez-moi vous poser la question suivante : qu'est-ce qui devrait le plus nous préoccuper? Et bien, il me semble que notre priorité devrait être les événements terroristes possibles qui pourraient avoir les répercussions les plus importantes sur la vie humaine et sur la continuité de notre société. Au sommet de cette liste se trouve la menace présentée par les armes de destruction massive. Les armes de destruction massive sont des armes qui, si elles sont utilisées, auraient des effets destructeurs et stupéfiants sur notre pays. Empêcher l'introduction et l'utilisation de telles armes doit être notre priorité numéro un au cours des années à venir.

Nous devons aussi continuer à nous protéger contre l'infiltration de terroristes internationaux dans notre pays; des terroristes qui ont la capacité ou l'intention de causer un dommage réel au fonctionnement de ce pays en se livrant à de multiples attaques ayant des répercussions importantes sur la population et notre économie. Et l'illustration de ce type de complot est le complot de Londres – ce complot qui a été découvert le mois dernier; un complot qui, s'il avait réussi, n'aurait pas seulement causé la perte de vies – aurait coûté la vie à des milliers de personnes, mais aurait eu un – aurait porté un coup considérable à l'ensemble des déplacements et des échanges commerciaux internationaux.

Mais même lorsque nous étudions ces menaces dont les répercussions sont énormes, nous devons penser à quelque chose d'autre : la possibilité d'actes de terrorismes conçus sur notre sol. Nous devons admettre qu'il existe des personnes qui ont de la sympathie pour les organisations terroristes ou qui ont adopté leur idéologie et qui sont prêtes à avoir recours à la violence pour promouvoir des actions violentes et radicales.

Et pour faire face à cette nouvelle menace, nous devons travailler non seulement avec les autorités fédérales, des États et locales pour empêcher la radicalisation et le terrorisme intérieur, mais nous devons parvenir à un nouveau niveau de confiance avec les Musulmans américains, qui doivent continuer d'être nos partenaires indispensables pour protéger notre pays.

Revenons donc en arrière et mesurons où nous en sommes arrivés et laissez-moi alors être très clair sur où nous devons nous rendre et ce que sont nos plans pour y parvenir. Et bien, au cours des cinq dernières années, nous avons pris plusieurs mesures très importantes pour traiter la menace de terrorisme en

réglant les points faibles qui existaient cinq ans plus tôt le 11 septembre et en créant ce que nous appelons des niveaux de sécurité dans l'ensemble des modes terrestre, maritime et aérien.

Et je pense que je vais prendre l'occasion aujourd'hui de mettre en évidence quelques-unes des nouvelles capacités que nous avons en place et d'énumérer ce que nous prévoyons pour les deux prochaines années. Cela inclut le contrôle des personnes à la frontière pour refuser l'entrée aux personnes indésirables dans notre pays; le contrôle du fret pour empêcher les produits indésirables d'entrer au pays; la protection de notre infrastructure essentielle afin que, même si quelqu'un monte une attaque, nous puissions réduire nos points faibles; l'échange de renseignements afin que nous puissions arrêter les attaques avant qu'elles ne commencent; et, finalement, renforcer nos capacités d'intervention d'urgence et de protection civile afin que même si nous faisons l'objet d'une attaque réussie, nous puissions minimiser les dommages en réagissant rapidement et efficacement.

Tout d'abord, le contrôle des personnes à la frontière. Notre principale défense contre la terreur se trouve au périmètre, où nous pouvons empêcher les ennemis dangereux d'entrer aux États-Unis d'Amérique.

Cinq ans auparavant, avant le 11 septembre, nous disposions d'outils très limités pour nous acquitter de cette mission. Nous avons fragmenté les bases de données, les renseignements biographiques afin de déterminer si une personne présentait un risque ou devait être autorisée à entrer aux États-Unis. Le processus, même s'il fonctionnait, était lourd, inefficace et plein d'anomalies. Pour le reste, il suffit de voir ce qui est arrivé le 11 septembre. Nous avons appris depuis que les terroristes étaient entrés dans ce pays à plusieurs occasions, même si nous avions qui étaient plusieurs d'entre eux, et nous n'avons pas été capables de contrôler leur arrivée aux États-Unis afin de mettre à exécution leur attaque mortelle.

Aujourd'hui, cinq ans plus tard, nous avons transformé nos capacités de contrôle dans les bureaux d'entrée internationaux. Et nous l'avons fait afin d'empêcher les terroristes et les criminels d'entrer aux États-Unis pour nous porter tort. Nous avons regroupé et unifié nos bases de données de lutte contre les terroristes et nous avons considérablement renforcé la procédure utilisée pour émettre les visas.

Également important, nous avons mis en œuvre des capacités biométriques, des capacités de prise d'empreintes digitales dans tous nos bureaux d'entrée internationaux. Avec ces nouvelles capacités de prise d'empreintes digitales, qui font partie du programme U.S.-VISIT déployé dans tous les bureaux d'entrée dans les modes terrestre, aérien et maritime, nous pouvons dorénavant, en quelques secondes, confirmer positivement l'identité des personnes en consultant leur passeport et nos bases de données, en comparant les empreintes digitales des deux index à celles figurant sur les listes de surveillance et les dossiers d'immigration.

Le résultat de ces progrès considérables réalisés dans le contrôle à la frontière m'apparaît chaque jour lorsque je viens chaque matin pour être informé à titre de secrétaire. J'entends régulièrement parler de personnes dangereuses qui ont été arrêtées à la frontière et qui se sont vu refuser l'entrée grâce aux outils que nous avons donné à nos agents de sécurité à la frontière cinq ans après le 11 septembre.

Naturellement, nous ne devons pas seulement nous inquiéter au sujet de ceux qui sont entrés en empruntant les postes frontaliers, comme ceux qui ont détourné les avions le 11 septembre, mais nous devons aussi nous inquiéter au sujet de ceux qui pourraient venir nous causer du tort en passant entre les postes frontaliers. Et, de nouveau, nous avons fait de la protection de nos frontières une des principales priorités du Department of Homeland Security et, en fait, de l'ensemble de l'administration.

Et nous avons réalisé des progrès en sécurisant les milliers de kilomètres de la frontière qui s'étirent entre nos bureaux d'entrée internationaux désignés. Nous l'avons fait en donnant aux hommes et aux femmes qui patrouillent la frontière les outils, la technologie et les ressources dont ils ont besoin pour s'acquitter de leurs fonctions très importantes de protection du périmètre de ce pays.

De nouveau, si nous regardons cinq ans en arrière, avant le 11 septembre, nous disposions d'environ 9 000 agents patrouillant le long de nos frontières Nord et Sud. Mais sous le leadership du Président, nous avons aujourd'hui plus de 12 000 agents qui patrouillent la frontière. Et d'ici la fin de 2008, nous aurons plus de 18 000 agents. Nous aurons plus que doublé le nombre d'agents des patrouilles frontalières entre les bureaux d'entrée. Et pendant que nous attendons de recruter et de former et déployer ces agents supplémentaires, le président a commandé à la Garde nationale de prendre position à la frontière pour aider les agents existants de la patrouille frontalière. Cela a accru considérablement nos capacités de protection de ce pays contre ceux qui désirent entrer illégalement pour nous porter tort.

Depuis le 11 septembre, la patrouille frontalière a appréhendé et renvoyé plus de 6 millions de migrants illégaux qui essayaient de franchir nos frontières. Maintenant, je ne veux pas dire, bien sûr, que la grande majorité de ces personnes étaient des terroristes. Tout au contraire, la grande majorité de ceux qui arrivent le font pour des raisons économiques. Mais le fait est que si nous pouvons contrôler nos frontières et le faire de façon intelligente et exhaustive, nous pouvons continuer à mettre en place des obstacles pour nous protéger de ceux qui viendront dans ce pays pour nous faire du tort.

Laissez-moi vous parler de ce que nous avons fait d'autre pour contrôler l'espace entre nos postes frontaliers. Avant le 11 septembre, nous n'avions pas la capacité d'accueil suffisante dont nous avons besoin pour détenir les personnes entrées illégalement que nous avons capturées. Ainsi, un grand nombre de ces personnes, même si elles avaient été capturées entrant illégalement, étaient libérées au sein de la collectivité – et sans que personne soit vraiment surpris, ne se présentaient jamais pour comparaître devant les tribunaux.

Mais aujourd'hui, en adoptant une approche disciplinée et stratégique pour traiter la crise de l'immigration illégale, nous avons complètement transformé cette politique, nous avons mis fin à cette pratique pernicieuse d'arrestations et de libérations à la frontière. Dorénavant, nous arrêtons, détenons et renvoyons dans leur pays d'origine pratiquement toutes les personnes qui franchissent la frontière illégalement. Et cela est un progrès important, non seulement pour la protection de nos frontières contre le terrorisme, mais pour le maintien de l'intégrité générale de notre pays contre ceux qui entrent illégalement.

Nous constatons des résultats réels. Pour la première fois, nous constatons une baisse réelle du nombre total de migrants illégaux qui essaient de franchir notre frontière Sud. Cela prouve que les efforts que nous mettons en place commencent à être efficaces. Mais beaucoup reste à faire. Dans le cadre de la Secure Border Initiative, nous allons mettre en place de nouvelles technologies, une nouvelle infrastructure tactique, des véhicules aériens télécommandés et d'autres hautes technologies pour donner à nos agents de la patrouille frontalière le type d'outils dont ils ont besoin pour s'acquitter du travail qui leur a été confié.

Nous avons encore beaucoup de choses à faire à la frontière mais nous devons certainement reconnaître les progrès réalisés. Nous avançons maintenant dans la bonne direction. Et avec l'aide du Congrès, et avec l'appui continu des grands hommes et femmes qui travaillent à la frontière, nous allons continuer à faire des progrès.

C'est ainsi que nous sommes parvenus à empêcher l'entrée des personnes indésirables. Mais que nous reste-t-il à faire étant donné qu'il nous reste à relever des défis très importants. Et bien, comme l'a montré de nouveau la menace du mois dernier à l'aéroport de Londres, nous devons pouvoir déterminer aussitôt que possible qui essaie d'arriver dans ce pays de l'étranger et qui essaie de monter à bord d'un avion qui pourrait nous causer du tort.

En ce moment même, dans le cadre de l'entente actuelle, nous ne pouvons encore obtenir les renseignements complets sur l'identité des passagers montant à bord de vols aériens internationaux que 15 minutes après que l'avion s'est éloigné de la porte d'embarquement. C'est tout simplement trop tard. Par conséquent, au cours des deux prochaines années, nous mettrons en place un système qui exigera des compagnies aériennes qu'elles transmettent l'information sur les passagers avant le départ de l'avion. Cela nous donnera le temps de comparer les noms des passagers à ceux dans les bases de données, en coopération avec les compagnies aériennes et les autorités du pays étranger, d'empêcher une personne suspecte de monter à bord d'un avion, plutôt que de les avertir une fois que l'avion s'est éloigné de la porte d'embarquement. Et nous avons déjà commencé ce processus d'avis préalable pour les vols qui arrivent aux États-Unis en provenance du Royaume-Uni.

Mais cela ne permet de traiter que la question des terroristes connus. L'autre question est, que faisons-nous au sujet des terroristes inconnus, des terroristes que nous n'avons pas encore identifiés? Comment pouvons-nous empêcher ces personnes d'arriver aux États-Unis? Et bien, il y a trois choses que nous devons

faire. Nous devons obtenir plus d'informations. Nous devons obtenir de meilleurs documents, plus sûrs. Et nous devons utiliser encore plus notre technologie biométrique. Je vais donc vous parler de la première chose, plus d'informations.

Un des outils les plus précieux dont nous pouvons disposer pour identifier les terroristes inconnus est en fait déjà en notre possession. Il est déjà entre nos mains. Il s'agit de l'information qui est recueillie habituellement par l'industrie du voyage lorsqu'une personne fait une réservation auprès d'une compagnie aérienne ou achète un billet de transport aérien. Ils appellent cela Dossier du passager et ce dossier comprend des renseignements de base, comme la façon dont vous avez payé le billet, votre numéro de téléphone, et un peu de vos antécédents en matière de voyages. En analysant ce type d'informations, nous pouvons déterminer si une personne a voyagé avec un terroriste connu, si son billet a été acheté par un facilitateur, si elle a été en communication téléphonique avec un terroriste. Et c'est précisément le type d'information dont nous avons besoin afin de déterminer si une menace non identifiée monte à bord d'un avion. Cette information est là.

Nous travaillons actuellement avec les Européens pour lever certaines des restrictions sur notre utilisation de cette information afin que nous puissions procéder à une analyse complète avant que les personnes ne montent à bord des avions, pour empêcher le terroriste non identifié d'essayer d'entrer dans notre pays.

Maintenant, je peux vous dire pour en avoir été le témoin que cela fonctionne, car après le détournement du 11 septembre, alors que j'étais le chef de la division criminelle, durant les premières 24 heures où nous avons essayé de déterminer qui avait financé et appuyé les 19 pirates de l'air qui se sont fait sauter avec ces avions, ce que nous avons fait est d'étudier exactement ce type de données. Et mon plaidoyer dans ce pays, et mon plaidoyer auprès des Européens est celui-ci : pour l'amour de Dieu, laissez-nous faire cela avant le prochain 11 septembre, plutôt qu'après. Il vaut beaucoup mieux faire ce type de travail d'enquête pour arrêter une attaque plutôt que pour enquêter sur une attaque qui a déjà eu lieu.

Aussi, au cours de la prochaine année, je vais m'efforcer de travailler avec mes collègues européens pour obtenir ce type d'information, autoriser une analyse complète et faire en sorte que nous respectons les renseignements sur la vie privée de ceux qui voyagent à l'échelle internationale.

Le deuxième secteur que nous devons étudier est plus de documents sûrs. Et, de nouveau, le 11 septembre constitue une leçon des plus frappantes pour nous. Tous les pirates de l'air du 11 septembre, sauf un, qui ont exécuté l'attaque cinq ans plus tôt ont utilisé des documents d'identité américains qu'ils avaient obtenu de façon frauduleuse, y compris des permis de conduire, qui leur ont permis de se déplacer librement dans le pays. Et la Commission du 11 septembre elle-même a concentré son attention sur cette utilisation de faux documents comme point faible important dans notre protection contre ceux qui désirent se faire passer pour des Américains.

La solution est évidente. Nous devons suivre le conseil de la Commission du 11 septembre et d'autres spécialistes en élaborant des titres d'identité sécuritaires standard qui nous permettent d'être suffisamment certains qu'une personne n'utilise pas de faux documents pour entrer dans notre pays ou pour monter à bord d'un avion ou avoir accès à nos infrastructures essentielles.

La bonne nouvelle est que nous avons en cours plusieurs initiatives demandées par le Congrès qui nous permettront de faire exactement cela. Dans le cadre de notre Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental, nous avons commencé à élaborer des documents biométriques sûrs pour les personnes qui voyagent dans l'hémisphère occidental. Cette carte sera de la taille d'un portefeuille. Elle contiendra des données biométriques – c'est-à-dire des dispositifs de sécurité semblables aux empreintes digitales – et permettra des contrôles de sécurité en temps réel dans nos bureaux d'entrée.

Nous travaillons aussi avec les États afin d'élaborer des normes pour des permis de conduire sûrs en vertu de la Real ID Act du Congrès. Les permis de conduire sont les documents d'identité les plus communs dans ce pays. Il n'y a aucune raison de faciliter la falsification de ces documents. Nous devons avoir des lignes directrices claires sur la façon dont les permis de conduire sont fabriqués, sur qui les obtient et sur le type de dispositif de sécurité antifraude qu'ils contiennent.

Maintenant, toutes ces recommandations sont là. Nous soutenons la mise en œuvre de toutes ces initiatives mais il nous reste un obstacle à vaincre. Cinq ans après le 11 septembre, nous commençons à entendre des personnes se plaindre que ces mesures sont trop lourdes, ou trop chères, ou qu'elles vont finir par se transformer en une carte d'identité nationale. Et ce type de retour en arrière est directement contraire aux leçons tirées du 11 septembre, et directement contraire aux conseils que nous a donné la Commission du 11 septembre et à ceux que tous les autres spécialistes qui ont étudié ce problème ont donné.

Un document d'identité sûr qui ne peut être falsifié et utilisé par des terroristes est précisément ce dont nous avons besoin maintenant, comme nous en avons besoin cinq ans plus tôt. Si nous l'avions eu cinq ans plus tôt, il n'y aurait pas eu de 11 septembre – Dieu nous aide si nous ne prenons pas les mesures pour le mettre en place aussitôt que nous le pouvons pour empêcher un autre 11 septembre d'arriver.

Et il y a une troisième chose que nous pouvons faire, qui serait probablement, selon moi, la mesure la plus importante de protection contre les terroristes non identifiés. Et il s'agit de tirer profit de l'expérience que nous avons avec le système d'identification à l'aide des deux empreintes digitales en le transformant en un système d'identification à l'aide des dix empreintes digitales.

Ce que nous allons faire à partir de cet automne, pour ceux qui désirent venir aux États-Unis, c'est, au moins lors de leur première visite, recueillir les dix empreintes digitales – pas seulement deux, mais dix. Pour ceux d'entre vous qui regardent des programmes comme « CSI, vous connaissez la valeur des empreintes digitales latentes pour la détection du crime, les empreintes latentes

étant ce que les personnes laissent derrière elles lorsqu'elles touchent un morceau de verre ou même un morceau de papier.

Je peux vous dire que les empreintes digitales latentes peuvent être aussi importantes qu'un outil contre la terreur, car avec les dix empreintes digitales de chaque visiteur qui entre aux É.-U., nous pourrions comparer les empreintes digitales de toutes ces personnes aux empreintes digitales latentes que nous avons recueillies partout dans le monde – dans les refuges de terroristes, sur des fragments de bombes assemblées par des terroristes ou sur les champs de bataille où se battent les terroristes.

Cela signifie que nous pourrions procéder au contrôle des visiteurs non seulement en consultant les listes connues de noms dont nous disposons mais en comparant leurs données avec les empreintes digitales recueillies partout où les terroristes sont intervenus dans le monde. Cela nous donnera une capacité réelle de repérer les terroristes non identifiés avant qu'ils n'entrent au pays.

Et, au fait, cela a aussi un formidable effet dissuasif, car lorsque nous aurons cela en place, tous les terroristes qui seront soit passés dans un refuge ou dans un camp de formation ou qui auront assemblé une bombe vont se demander s'ils vont aller aux É.-U. : ai-je déjà laissé une empreinte digitale dans un endroit où elle a pu être recueillie? Car ils sauront que si tel est le cas, nous comparerons cette empreinte digitale à leurs dix empreintes digitales lorsqu'ils arriveront au pays et nous serons en mesure de les arrêter.

Aussi, afin de promouvoir cette vision d'un filet de sécurité biométrique réel autour de ce pays, cette année, le State Department commencera à déployer dix nouveaux appareils de lecture des empreintes digitales dans des bureaux émetteurs de visa pour les É.-U. à l'étranger. Et, d'ici la fin de 2008, nous n'aurons pas seulement déployé ces appareils de lecture à l'étranger, où les visas sont émis, mais nous les aurons aussi déployés dans nos bureaux d'entrée afin que nous puissions prendre les empreintes digitales de toute personne qui désire visiter les États-Unis.

Maintenant je vais vous parler de ce que nous avons fait depuis le 11 septembre pour contrôler le fret qui entre aux États-Unis et pour empêcher des objets indésirables d'arriver. De nouveau, cinq ans plus tôt, nous ne contrôlions que très peu de conteneurs de fret entrant dans nos ports relativement au risque de terrorisme. Nous n'avions pas la capacité d'effectuer ces contrôles à l'étranger et nous n'avions pas le matériel d'inspection nécessaire pour vérifier le taux de radiations émis par les conteneurs.

Sans ces outils, il nous était très difficile d'empêcher quelqu'un d'importer en contrebande des dispositifs radioactifs ou d'autres articles dangereux dans le secteur commercial du mode maritime. Mais, de nouveau, cinq ans plus tard, la situation a considérablement changé. Grâce à notre National Targeting Center à Customs and Border Protection au DHS, chaque conteneur maritime qui entre aux É.-U. en provenance de l'étranger est analysé pour en déterminer le risque et les conteneurs à risque élevé sont ciblés aux fins d'inspection.

De plus, dans le cadre de notre Initiative relative à la sécurité des conteneurs, des fonctionnaires des É.-U. sont dorénavant postés à l'étranger dans plus de 40 ports et procèdent au contrôle de 80 % du fret destiné aux É.-U. avant qu'il ne soit chargé à bord du navire qui doit le transporter. Et d'ici la fin de cette année, ces inspecteurs seront en mesure de contrôler 90 % de ce fret.

De plus, axés comme nous le sommes sur les dangers particuliers du matériel radioactif, nous avons déployé des centaines d'appareils de détection des radiations et des milliers de dispositifs manuels de détection des radiations pour nous protéger contre les menaces radiologiques et nucléaires. Suite à cette utilisation massive des ressources pour détecter les radiations, d'ici la fin de cette année, nous pourrions contrôler 80 % des conteneurs de fret maritime arrivant dans les ports des É.-U. pour voir s'ils émettent de la radioactivité. Et nous travaillerons aussi avec pratiquement 6 000 entreprises qui ont pris volontairement des mesures supplémentaires pour accroître la sécurité lorsqu'elles font des expéditions à destination de ce pays en utilisant leurs chaînes logistiques.

Si nous regardons en arrière et examinons ce que nous avons fait au cours des dernières années, nous constatons que beaucoup de choses n'ont pas été signalées dans les médias. Si nous regardons le budget de l'exercice 2003 en le comparant à la proposition de budget au Congrès pour 2007, vous verrez que cette administration a fourni pratiquement dix milliards de dollars pour la sécurité des ports, je dis bien dix milliards, et cela inclut les ressources et les effectifs provenant de la United States Coast Guard, du Customs and Border Protection et les efforts de recherche et de développement de notre Domestic Nuclear Detection Office.

Ces mesures n'ont pas seulement considérablement accru la sécurité en ce qui a trait aux marchandises indésirables arrivant dans nos ports maritimes, mais nous avons pu le faire sans sacrifier la libre circulation des marchandises qui sont indispensables pour notre économie.

Voici donc où nous en sommes maintenant. Et que nous reste-t-il à faire? Nous devons d'abord finir de déployer le système de détection de radiations sur point d'entrée dans tous nos bureaux d'entrée maritimes et terrestres d'ici la fin de l'année prochaine. Et nous contrôlerons alors pratiquement la totalité du fret arrivant par ces bureaux d'entrée terrestres et maritimes pour y détecter les radiations d'ici la fin de l'année prochaine.

Nous allons aussi nous rendre à l'étranger et continuer d'insister auprès de nos partenaires étrangers pour procéder à autant de contrôles que possible dans leurs ports. De nouveau, notre but au cours des deux prochaines années, en collaboration avec le secteur privé et nos partenaires internationaux, est de créer un système intégré de contrôle et d'imagerie des conteneurs afin de vérifier la présence de radiations dans un grand nombre de ports à l'étranger, afin que même avant que les conteneurs ne soient chargés à bord, nous soyons pratiquement certains qu'ils ne représentent pas une menace pour les États-Unis.

De plus, afin d'élargir la protection que nous pouvons mettre en place en raison de la grande quantité de fret qui circule dans le monde, nous augmentons la quantité et la portée de l'information que nous accumulons sur les mouvements de fret afin de pouvoir avoir une idée encore plus détaillée et précise des conteneurs que nous devons ouvrir et inspecter physiquement.

Et la raison de faire tout cela – en gardant à l'esprit que ben Laden a pour objectif de détruire notre économie – est de le faire d'une façon qui stimule notre économie, qui accroît réellement le commerce international, qui vise les deux objectifs de sécurité et de prospérité en faisant avancer ces deux objectifs, sans nuire à l'un ou à l'autre.

Maintenant, le Congrès a aussi un rôle à jouer. Et au moment même où je vous parle aujourd'hui, la Chambre a adopté aujourd'hui une loi votée par le Sénat visant à accroître les efforts que nous avons consacré à la sécurité dans les ports. À l'approche du cinquième anniversaire du 11 septembre, j'incite le Congrès à terminer son travail sur la législation visant la sécurité dans les ports ce mois-ci. Ce ne serait pas seulement un hommage approprié au cinquième anniversaire, mais ce serait un jeu d'outils importants que nous pourrions utiliser pour atteindre le but que nous nous sommes fixé au cours des deux prochaines années.

Enfin, je vais un peu vous parler de l'intérieur – parce que même si nous voulons protéger notre frontière, nous reconnaissons que des matières particulièrement radioactives peuvent même être accumulées ici, à l'intérieur des États-Unis. Aussi, nous avons donc un objectif plus ambitieux que la simple protection de la frontière. Nous voulons aussi protéger l'intérieur et les villes de notre pays.

Par conséquent, d'ici la fin de 2008, nous terminerons la première phase de ce que nous appelons un programme de sécurisation des villes. C'est un programme – et nous allons commencer dans la ville de New York – qui permettra de procéder à un examen nucléaire et radiologique sur les principales artères de la ville, que ce soit sur terre, sur l'eau ou sous la terre. Et nous avons aussi l'intention de fournir des subventions à deux villes supplémentaires afin qu'elles puissent acheter des systèmes de contrôles opérationnels pour la détection des radiations.

Ces outils nous permettront non seulement de mettre en place un niveau de protection contre les armes de destruction massive au périmètre du pays mais nous permettront de mettre en place un second niveau de protection autour de nos principales villes afin de mieux les protéger.

Maintenant, laissez-moi vous parler de la protection de notre infrastructure. Nous savons que la grande majorité des infrastructures essentielles de notre pays sont la propriété de sociétés privées qui assurent leur entretien et le gouvernement ne peut pas, bien sûr, protéger lui-même ces biens essentiels et ces ressources-clés. La façon d'y parvenir est de travailler en partenariat avec des responsables du gouvernement fédéral, des États et locaux, et avec des entités du secteur privé qui possèdent en fait ce que nous essayons de protéger.

Qu'avons-nous fait? Et bien, laissez-moi commencer par le système d'aviation. Comme cela a été démontré d'une façon horrible cinq ans plus tôt, avant le 11 septembre, les portes du poste de pilotage n'étaient pas fermées à clé. Nous n'avions pas d'employés du secteur fédéral effectuant des contrôles efficaces dans les aéroports, et formés à la détection des composantes de bombes et des dispositifs détonants. Nous n'avions pas des milliers de policiers des airs fédéraux à bord des aéronefs pour protéger les voyageurs chaque jour partout dans le monde. Nous n'avions pas de chefs de pont d'envol armés autorisés et formés à défendre le poste de pilotage. Nous ne procédions pas au contrôle de la totalité des bagages des passagers. Et nous n'avions pas des milliers de machines de détection d'explosifs pour contrôler les passagers et les bagages dans les aéroports du monde entier. Tous ces niveaux de sécurité sont dorénavant en vigueur. Et ils créaient dorénavant un réseau protecteur – un réseau sécuritaire qui assure la sécurité et la sûreté de centaines de milliers de voyageurs aériens chaque jour.

Maintenant, il est certain qu'il reste beaucoup à faire. L'ennemi adapte constamment ses tactiques et ses méthodes. Et nous devons suivre le rythme et le devancer. Mais nous avons réussi à établir au cours des cinq dernières années une solide fondation pour le futur de nos efforts de sûreté dans l'aviation pour les cinq à dix années à venir.

Naturellement, nous ne pouvons limiter nos efforts à la seule aviation. Aussi, depuis le 11 septembre, nous avons étudié toute l'infrastructure fixe essentielle dans ce pays. Nous avons effectué des milliers d'évaluations des points faibles et examiné des milliers de plans de sécurité avec les propriétaires privés de l'infrastructure partout au pays, y compris dans le secteur du transport, les ports maritimes et les installations chimiques.

Nous avons aussi établi de nouvelles façons d'échanger des renseignements avec le secteur privé afin de l'informer des menaces et de le conseiller sur la façon d'accroître les mesures de protection de ses installations. Nous avons terminé un plan de protection national de l'infrastructure et, d'ici la fin de l'année, nous aurons terminé des plans spécifiques pour chacun des principaux secteurs de notre économie nationale.

Dans le secteur du transport ferroviaire et du transport en commun – et nous sommes extrêmement conscients de cette menace dans ce secteur, lorsque nous nous référons aux attaques à Madrid et à Londres – dans le secteur du transport en commun et du transport ferroviaire, nous avons investi dans l'achat de nouvelles technologies. Nous avons des appareils de détection d'agents biologiques dans de nombreuses villes qui prennent des échantillons de l'air afin de déterminer si quelqu'un essaie de placer un agent biologique ou chimique dans un système de transport en commun ou ailleurs dans la ville. Nous finançons l'achat de détecteurs et de caméras vidéo. Et nous augmentons notre capacité d'accroître l'exécution de la loi en situation d'urgence, y compris la vieille méthode, qui n'utilise pas la technologie, des chiens détecteurs de bombes. En tout, nous avons remis plus de 1,1 milliard de subventions axées sur

le risque spécifiquement destinées au transport en commun et à d'autres types de systèmes de transport.

Mais il nous reste encore beaucoup à faire dans l'avenir. Il nous reste entre autre à relever le défi qui consiste à élaborer une structure réglementaire axée sur le risque pour nos usines et installations chimiques. Une des leçons du 11 septembre est l'intention de l'ennemi de retourner notre propre technologie contre nous. Cinq ans plus tôt, l'ennemi a utilisé nos avions pour en faire des missiles mortels.

Et bien, nous savons qu'au moins quelques usines de produits chimiques dans des régions très peuplées pourraient aussi être transformées en agents mortels pour causer la destruction dans nos populations. Maintenant, depuis le 11 septembre, la plupart des sociétés de produits chimiques ont reconnu cette menace et se comportent comme de bonnes entreprises citoyennes. Elles ont volontairement pris des mesures visant à améliorer leur sécurité et s'assurer que leurs opérations et installations sont sécuritaires.

Mais toutes les entreprises n'ont pas agi de façon responsable et celles qui ne le font pas mettent tout le monde en danger. Par conséquent, nous devons élaborer une approche équilibrée et logique pour protéger la totalité des installations de produits chimiques dans le pays. Et nous devons protéger les collectivités avoisinantes et nous devons le faire d'une façon qui ne nuise pas naturellement à ces mêmes entreprises.

Pour y parvenir, le Department of Homeland Security doit avoir l'autorité pour fixer les normes, établir les catégories de risques pour les divers types d'installations, vérifier et valider les mesures de sécurité et, le plus important, insister sur l'observation de ces mesures de sécurité.

C'est pourquoi, aujourd'hui, pour nous donner cette autorité dont nous avons tant besoin, je désire inciter le Congrès à adopter une législation sur la sécurité des produits chimiques, qu'il étudie actuellement. Si le Congrès adopte cette loi ce mois-ci, nous la mettrons en œuvre rapidement à l'aide de règlements qui amélioreront la sécurité pour tous les Américains au pays.

La quatrième chose dont je veux vous parler brièvement est le renseignement car la meilleure façon de nous protéger est d'empêcher quelque chose d'arriver. Et il y a eu un examen douloureux de tous les échecs en matière de renseignement qui ont mené au 11 septembre. Mais la bonne nouvelle est que, sous le solide leadership du Président, nous avons réussi à intégrer et à unifier le recueil et l'analyse du renseignement au sein de l'ensemble des divers éléments du milieu du renseignement à l'échelle nationale.

Dans mon propre département, le Department of Homeland Security, nous avons maintenant renforcé et unifié le bureau du renseignement dirigé par un responsable légendaire du renseignement. Et, dans l'intermédiaire de notre Homeland Security Information Network, des milliers de participants des États et locaux échangent des renseignements chaque jour sur les menaces et des incidents dans leur collectivité. Mais nous pouvons faire plus.

Nous devons établir des partenariats plus solides avec les fonctionnaires d'État et locaux afin de nous assurer que nous ne nous contentons pas de faire le suivi des menaces internationales hautement visibles mais que nous recherchons aussi les menaces intérieures à faible visibilité qui pourraient prendre racine dans n'importe quelle collectivité au pays. Et c'est là que se trouve la première ligne de recueil du renseignement, avec les intervenants locaux et les services locaux d'exécution de la loi, car ils sont souvent les premiers à s'apercevoir qu'une menace locale commence à se former.

Par conséquent, nous allons étendre nos partenariats en renforçant substantiellement notre participation fédérale dans les centres de fusion des États et locaux partout au pays. Le DHS a envoyé des employés du renseignement travailler aux côtés de leurs collègues des États et locaux dans les centres de fusion du renseignement à New York, en Californie, en Louisiane et au Maryland. Notre objectif est d'avoir un échange de renseignements bidirectionnels, auquel contribuent les responsables du gouvernement fédéral, des États et locaux, qui en font l'analyse et utilisent l'information pouvant servir aux renseignements recueillis à tous les niveaux.

D'ici la fin de 2008, nous aurons du personnel du renseignement et des opérations dans chaque centre de fusion important aux États-Unis. Ils s'assièront dans la même salle que leurs collègues locaux, ils échangeront et analyseront les informations avec leurs collègues locaux et ils prendront des mesures visant à protéger le pays en temps réel.

Enfin, que faisons-nous en cas d'attaque, si, même si toutes les mesures ont été prises, quelqu'un réussit à mener à bien une attaque terroriste dans ce pays? Et nous savons tous que la vie n'est pas sans risque et que la possibilité d'une telle attaque demeure très réelle.

Et bien, nous devons être prêts à intervenir en cas d'une attaque de ce type, d'une façon qui minimisera le dommage et aidera efficacement ceux qui ont besoin d'aide, aussi rapidement et efficacement que possible. Au cours de la dernière année, nous avons donc rééquipé et reconçu la Federal Emergency Management Agency, qui sera le principal moyen au niveau fédéral d'aider des intervenants des États et locaux s'ils doivent intervenir en cas d'urgence, qu'il s'agisse d'une attaque terroriste ou d'un désastre naturel.

Nous avons nommé à la FEMA de nouveaux dirigeants expérimentés, des dirigeants qui ont en fait des décennies d'expérience sur le tas des désastres, une expérience qui servira dorénavant au plus haut niveau. Nous avons donné à la FEMA des capacités améliorées de suivi en temps réel pour la logistique en cas d'urgence. Nous lui avons donné de nouveaux systèmes de communication qui survivront à la possibilité d'un désastre.

Nous avons maintenant identifié et nommé des leaders fédéraux expérimentés pour qu'ils travaillent avec leurs collègues régionaux, particulièrement dans les parties à risque élevé du pays, afin que lorsqu'un événement qui nécessite une intervention a lieu, les intervenants du gouvernement fédéral, des États et locaux auront reçu une formation et auront fait des exercices ensemble. Nous ne

voulons plus connaître de nouveau une situation où les intervenants du gouvernement fédéral, des États et locaux se rencontrent pour la première fois durant une catastrophe qui dure.

Et afin de pouvoir intervenir dans le cas d'un événement sans préavis ou avec un court préavis, nous avons travaillé très dur au cours de l'année passée, avec nos propres organismes opérationnels – comme la Coast Guard, et TSA, et les policiers de l'air – et avec d'autres organismes, comme le Department of Defense, pour créer des formations d'intervenants prépositionnés et préstructurés qui pourraient rapidement se déployer dans une zone d'incident ou de désastre pour aider immédiatement ceux qui en ont besoin et pour protéger un secteur contre les désordres et les perturbations.

Mais là encore, il nous reste beaucoup à faire. Un secteur en particulier qui nécessite des mesures continues est le secteur des communications interexploitables. De nouveau, lorsque nous regardons cinq ans en arrière, nous nous rappelons le triste épisode des pompiers et des policiers qui sont entrés dans le World Trade Center en feu et n'ont pas pu communiquer entre eux à tous les niveaux. Cela a coûté des vies et c'était inacceptable. Nous ne pouvons pas laisser cela se produire de nouveau.

Par conséquent, nous avons consacré d'énormes efforts et des centaines de millions de dollars à élaborer des communications interexploitables au niveau de commandement. Nous y sommes parvenus dans dix des villes les plus menacées avec notre programme RapidCom. Et nous avons fourni 2,1 milliards de dollars aux États et aux villes depuis 2003 pour l'achat de matériel de communication interexploitable, la planification, la formation et les exercices.

Alors que nous sommes assis ici aujourd'hui, cinq ans après le 11 septembre, nous avons la technologie qui permet d'avoir des communications interexploitables, qui permet à divers territoires de compétences et à divers organismes de se parler même s'ils n'ont pas les mêmes fréquences sur leur radio. Mais cela ne veut pas dire que nous avons fait tout ce que nous devons faire. Nous avons besoin de nouvelles technologies pour passer à la prochaine génération et nous devons aussi évaluer si nous avons déployé la totalité de cet équipement et si nous avons appris à l'utiliser d'une manière où nous serions efficaces s'il y avait un essai réel.

Ainsi, cette année, nous avons lancé une National Interoperability Survey afin d'étudier sérieusement l'interopérabilité des communications entre les organismes chargés de l'exécution de la loi, les pompiers, les services médicaux d'urgence dans les 50 États et dans le district de Columbia. En utilisant cette enquête, ainsi qu'une enquête qui va étudier l'interopérabilité dans 75 secteurs urbains, nous serons en mesure d'avoir un œil critique et de dire voici ce que nous avons fait mais voici aussi ce qui reste à faire.

Et je vais vous dire très directement, les obstacles ici ne sont pas d'ordre technologique, nous avons la technologie. L'obstacle est que nous devons établir des procédures dans l'ensemble des gouvernements et des organismes où nous serons tous d'accord sur les règles à suivre.

Le gouvernement fédéral peut en assurer le leadership. Le gouvernement fédéral peut faire des recommandations à ce sujet. C'est quelque chose que le gouvernement fédéral peut mettre à l'essai. Mais en fin de compte, la décision de se regrouper et de travailler ensemble doit être prise par ces territoires de compétences et ces organismes. Et nous allons offrir des encouragements et mettre les pleins feux sur cette question au cours de la prochaine année, car il est très important que nous parvenions à ce que cette technologie fonctionne réellement dans une situation d'urgence.

Cinq ans auparavant durant ce qui semblait encore être, assez ironiquement, une belle matinée claire, des hommes et des femmes se sont rendus au World Trade Center, au Pentagone; ils sont montés à bord d'avions quittant des aéroports dans le nord-est et ils s'attendaient à vivre, je m'imagine, une belle journée. Ces personnes n'ont jamais vu le coucher du soleil.

Et les victimes du 11 septembre ne sont pas seulement celles qui ont péri, mais les mères, pères, sœurs et frères, comme nous tous ici. Beaucoup d'entre vous, comme moi, ont probablement perdu quelqu'un avec lequel vous étiez en bons termes ou même un membre de votre famille le 11 septembre. Beaucoup d'entre vous se remémorent le Pentagone ou le World Trade Center et vous y repensez lorsque vous retournez voir l'emplacement de ces attaques.

Et nous repensons lorsque nous retournons visiter Ground Zero ou jeter un œil au Pentagone, aux rêves qui ont péri, aux plans qui ne se sont jamais matérialisés et aux vies qui ont disparu. Si nous avons besoin de rafraîchir notre mémoire, il suffirait de prendre un moment le 11 septembre pour se rappeler le fait que cette nation est toujours en guerre.

Très récemment, ben Laden a fait parvenir une autre vidéo célébrant ce qu'il considère comme sa réussite, le meurtre de personnes innocentes. Une idéologie qui célèbre le meurtre des innocents est une idéologie indécente et ceux qui pensent de cette manière sont des ennemis auxquels nous devons faire face.

Nous serons engagés dans cette lutte au cours des prochaines années et c'est une lutte que nous gagnerons aussi longtemps que nous serons constants, consciencieux et équilibrés dans l'approche que nous prenons. Au cours des trois dernières années, les personnes avec qui j'ai le privilège de travailler au Department of Homeland Security ont créé un organisme dont la seule mission est de protéger les citoyens des États-Unis et ces mêmes États-Unis.

Pour les 185 000 hommes et femmes avec lesquels je sers le pays, il s'agit d'une mission dont nous nous acquittons fièrement chaque jour, qu'il s'agisse de patrouiller la frontière, de voler à bord d'hélicoptères au-dessus de nos océans ou de patrouiller en bateau ou dans les stations de métro partout au pays. Je me tourne vers eux et je me tourne vers vous et dis que nous pouvons gagner cette lutte et que nous pouvons le faire d'une façon qui préservera les valeurs et la liberté et le mode de vie que nous chérissons, mais nous pouvons le faire seulement si nous n'oublions pas que notre plus grande force est l'esprit avec lequel nous le faisons.

Si nous reconnaissons que nous sommes les seuls à pouvoir nous vaincre nous-mêmes, et aussi longtemps que nous nous rappelons les liens qui nous lient ensemble, l'importance de ce que nous faisons, la foi que nous chérissons – si nous nous rappelons cela, nous réussirons cette mission.

J'espère que dans cinq ans la seule attaque dont les gens se souviendront dans ce pays sera toujours la première attaque du 11 septembre. Et je vous dis, au nom des personnes au sein du Department of Homeland Security, que nous travaillerons tous sans compter, chaque jour et chaque nuit, pour faire tout ce que nous pouvons afin d'essayer de faire en sorte que ce rêve soit toujours une réalité.

Merci beaucoup.

BREFFAGES DU CONGRÈS SUR LES QUESTIONS CRITIQUES

Rep. Bart Stupak, coprésident, Northern Border Caucus of the U.S. House of Representatives

- Le Northern Border Caucus of the U.S. House of Representatives, qui a été créé en 1994 suite à la l'Accord de libre-échange nord-américain, comprend 55 membres;
- le Canada est le plus grand partenaire commercial des États-Unis et nos pays ont en commun plusieurs objectifs, y compris une approche renforcée et coopérative à l'égard de la sécurité tout en facilitant les échanges commerciaux;
- à l'heure actuelle, la première priorité du Northern Border Caucus est l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental (IVHO);
- le U.S. Senate et la U.S. House of Representatives ont plusieurs propositions pour « réformer » l'IVHO, comme le montre le tableau à l'annexe A;
- beaucoup sont d'avis que le Department of Homeland Security ne sera pas en mesure de respecter la date limite de mise en œuvre;
- le président Bush doit insister pour retarder ou réformer l'IVHO; un appui passif n'est pas suffisant;
- le gouvernement fédéral ne doit pas essayer d'apporter des changements sans allouer les ressources suffisantes;
- la réalité politique est que les membres du Congrès sont d'avis que la frontière commune n'est pas sûre.

Mike Neal, Office of Rep. John Sweeney, coprésident, Northern Border Caucus of the U.S. House of Representatives

- Il est possible de sécuriser la frontière canado-américaine sans nuire au commerce et au tourisme;
- en ce qui a trait à l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental, le projet de loi de crédits pour le U.S. Department of Homeland Security sera probablement accepté par le Congrès en septembre 2006; ce projet de loi est la meilleure chance d'obtenir un report.

Rep. Tom Reynolds, U.S. House of Representatives

- Le Canada et les États-Unis sont des partenaires importants en matière de commerce et de tourisme; nous avons la motivation pour établir une relation bilatérale idéale;
- le U.S. Department of Homeland Security et le U.S. Department of State se livrent à une sorte de guerre intestine lorsqu'il s'agit de travailler à une solution en ce qui a trait à l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental (IHO);
- après les attaques terroristes du 11 septembre 2001, il y a eu l'espoir d'une frontière commune nord-américaine mais cela n'est pas arrivé, peut-être en raison des différences dans les politiques d'immigration entre les États-Unis et le Canada;
- il devrait y avoir trois types de voies – NEXUS, PASS et impromptue – et trois principes devraient être gardés à l'esprit en ce qui a trait aux documents à présenter à la frontière – simples, économiques et accessibles;
- un report et des solutions pratiques sont nécessaires pour l'IHO.

Rep. Louise Slaughter, U.S. House of Representatives

- Il y a peut-être un problème à la frontière aux États-Unis, mais la frontière entre le Canada et les É.-U. n'est pas le problème;
- NEXUS est une belle initiative mais il y a des problèmes – y compris le coût et l'accessibilité – et les initiatives législatives prises par le Congrès – y compris la Secure Traveller Improvement Act – ont été conçues pour y remédier;
- les retards à la frontière doivent être réduits de manière très nette si l'on veut que les personnes qui franchissent la frontière une ou deux fois par jour utilisent NEXUS;
- le service doit être offert par les inspecteurs de la U.S. Food and Drug Administration 24 heures par jour, sept jours sur sept, étant donné que les échanges commerciaux se font 24 heures sur 24 et sept jours sur sept;

- en ce qui a trait à la récente annonce faite par le U.S. Department of Agriculture Animal and Plant Health Inspection Service sur les inspections et les frais administratifs, les employés du U.S. Customs and Border Protection à la frontière ne doivent pas percevoir ces frais;
- une étude sur les répercussions économiques de l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental (IVHO) est nécessaire;
- le U.S. Department of Homeland Security a besoin de temps, de plus d'orientation et de ressources financières pour mettre en œuvre l'IVHO conformément au temps imparti par la législation;
- ne pas mettre en œuvre l'IVHO aurait des conséquences extrêmement importantes.

RELATIONS CANADO-AMÉRICAINES – PRÉOCCUPATIONS DU GROUPE INTERPARLEMENTAIRE

Sénateur Jerry Grafstein, coprésident, Groupe interparlementaire Canada-États-Unis

- La frontière commune est contre-productive; elle mène à des coûts élevés pour les producteurs, ce qui peut entraîner des prix plus élevés pour les consommateurs;
- nous devons faire en sorte que les entreprises nord-américaines soient aussi productives que possible et que la frontière commune soit un élément essentiel ayant une incidence sur la productivité nord-américaine;
- l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental est une question clé pour le Canada et les membres du Groupe interparlementaire Canada-États-Unis interagissent avec les législateurs des gouvernements fédéral et des États ainsi qu'avec les gouverneurs, partout aux États-Unis; la nécessité du report est reconnue par de nombreuses personnes;
- le Groupe interparlementaire Canada-États-Unis a connu des succès dans le passé, peut-être plus remarquablement en ce qui a trait aux activités de lobbying concernant les questions de l'immigration et du bois d'œuvre.

Rob Merrifield, député, coprésident, Groupe interparlementaire Canada-États-Unis

- le Canada et les États-Unis sont deux nations souveraines qui ont de nombreuses industries intégrées; à l'occasion, nous nous comportons comme des frères qui se querellent;
- durant la Seconde Guerre mondiale, les nations européennes se sont combattues mais sont maintenant unifiées; l'opposé semble être le

Canada et les États-Unis, étant donné que nous « construisons des murs », imposant des restrictions, etc.;

- même si des pommes de discorde sont inévitables, il est important de les résoudre d'une manière mutuellement satisfaisante;
- une décision du Congrès des États-Unis de reporter la date de mise en œuvre dans le mode terrestre de l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental (IVHO) est nécessaire; même si l'IVHO peut être une « bonne chose » à long terme, nous devons prendre le temps maintenant de « bien la concevoir »;
- les régions transfrontalières sont importantes pour notre prospérité future et les modèles comme la Pacific NorthWest Economic Region doivent être reproduits le long du 49^e parallèle;
- en ce qui a trait à l'élargissements des exigences du programme *US-VISIT* à certains Canadiens et à l'annonce récente par le *U.S. Department of Agriculture Animal and Plant Health Inspection Service* concernant les inspections et les frais administratifs, il est important de reconnaître que le mur entre le Canada et les États-Unis devient de plus en plus haut, au lieu de plus en plus bas.

Respectueusement soumis,

L'hon. Jerahmiel Grafstein, sénateur
Co-président, section canadienne
Groupe interparlementaire Canada-
États-Unis

Rob Merrifield, député
Co-président, section canadienne
Groupe interparlementaire Canada-
États-Unis

ANNEXE A

Tableau fourni par Rep. Bart Stupak, U.S. House of Representatives

Projet de loi de réforme de l'IVHO : Side-By-Side

Office of Congressman Bart Stupak (MI-01)

À partir de septembre 2006	PACT Act (Slaughter-McHugh)	Modification de Leahy/Stevens (joint aux projets de loi HS et CJS)	Modification de Coleman/ (joint au projet de loi sur l'immigration)
Nouveau délai	15 septembre 2009	1 ^{er} juin 2009, OU trois mois après que l'État et le DHS attestent que le système est prêt à être utilisé, <u>selon le premier de ces événements.</u>	1 ^{er} juin 2009, OU trois mois après que l'État et le DHS attestent que le système est prêt à être utilisé, <u>selon le dernier de ces événements.</u>
Permis de conduire de l'État comme document d'identité de remplacement	Nécessite un rapport au Congrès sur la faisabilité d'utiliser les permis de conduire conformes à REAL-ID comme document d'identité de rechange.	Rien de prévu	Créer <u>au moins</u> un programme pilote d'État pour inclure la citoyenneté sur le permis de conduire et utiliser ce permis comme un document d'identité de rechange.
Émission rapide	La carte doit être émise dans un délai de dix jours.	Rien de prévu	Les cartes doivent être émises, en moyenne, dans un délai de quatre semaines ou durant le temps nécessaire pour l'émission d'un

			passport.
Coût de la carte	La carte doit coûter moins de 20 \$.	Le coût doit être justifié auprès du Congrès avant la mise en œuvre.	La carte doit coûter moins de 24 \$, à moins que le Secrétaire certifie au Congrès que 24 \$ n'est pas possible, auquel cas le montant serait de 34 \$.
Enfants qui voyagent	Aucune carte n'est requise pour les citoyens âgés de moins de 16 ans lorsqu'ils reviennent du Canada.	DHS doit concevoir une « procédure de rechange » pour les groupes d'enfants qui voyagent sous supervision et avec le consentement de leurs parents.	Aucun frais pour l'émission d'une carte de passeport pour les mineurs. L'exigence peut être supprimée pour les groupes de six ou plus, à condition que le consentement des parents puisse être prouvé.
Laissez-passer d'un jour	Un processus doit être élaboré pour permettre aux Américains qui n'ont pas de documents de rentrer aux É.-U., mais pas de laissez-passer d'un jour.	Rien n'est prévu	Le Secrétaire doit émettre des « laissez-passer d'un jour » pour ceux qui n'ont pas de carte, pour 72 heures au maximum, sans frais supplémentaires.
Réciprocité avec les documents étrangers	Le Secrétaire doit coopérer avec les gouvernements étrangers afin de faire en sorte que leurs citoyens possèdent des documents appropriés pour entrer aux É.-U. d'ici le 15 septembre	La technologie doit être partagée avec les gouvernements du Canada et du Mexique.	Tout document conforme à REAL-ID certifié montrant la citoyenneté canadienne doit permettre d'entrer aux États-Unis..

	2009.		
<p>Systèmes de traitement accéléré des passagers existants (EXPRES, SENTRI, NEXUS)</p>	<p>Les nouvelles cartes de passeport utiliseront une technologie qui peut convenir à NEXUS. Les systèmes de traitement accéléré des passagers existants seront fusionnés ensemble. La technologie NEXUS sera ajoutée à six postes de la frontière Nord, y compris à Sault Ste. Marie</p>	<p>La mise en œuvre doit « chercher à accélérer le passage des grands voyageurs » et « rendre facilement disponible » un programme pour les voyageurs enregistrés (comme NEXUS).</p>	<p>Les nouvelles cartes passeport utiliseront une technologie qui convient aussi à NEXUS, si cela est pratique. Le gouvernement devra installer NEXUS dans six postes frontières supplémentaires à la frontière Nord.</p>
<p>Système de vérification des antécédents centralisés</p>	<p>Le Secrétaire devra établir un système de vérification des antécédents centralisés sécuritaire et se rapporter au Congrès.</p>	<p>Rien de prévu à part l'observation du projet de loi sur la réforme du renseignement de 2004.</p>	<p>Rien de prévu à part l'observation du projet de loi sur la réforme du renseignement de 2004.</p>
<p>Étude coûts-avantages</p>	<p>Le DHS ne peut pas publier d'avis de projet de réglementation avant d'avoir effectué une analyse coûts-avantages traitant l'IVHO comme une « mesure réglementaire</p>	<p>Rien de prévu</p>	<p>Rien de prévu</p>

	importante » et évaluant les coûts et avantages économiques, politiques et réglementaires.		
Autres exigences avant la mise en œuvre	Rien de prévu	<p>1.) La technologie doit être conforme à ISO 14443 (lecteur de carte RFID à courte distance), à moins que le DHS et l'État justifient l'utilisation d'une autre technologie auprès du Congrès.</p> <p>2.) L'infrastructure est en place et les agents frontaliers ont reçu la formation appropriée.</p> <p>3.) La carte PASS est disponible aux voyageurs.</p>	<p>L'IVHO ne peut pas être mis en œuvre avant trois mois après que le secrétaire aura attesté que :</p> <p>Les cartes de passeport ont été distribuées à 90 % de ceux qui les avaient demandées.</p> <p>Les cartes passeport sont émises en temps opportun.</p> <p>Un projet pilote a démontré l'efficacité de la carte.</p> <p>Les postes frontières ont suffisamment d'équipement pour que la circulation ne soit pas considérablement ralentie.</p> <p>Les agents frontaliers ont reçu la formation appropriée.</p> <p>Un plan de sensibilisation du public a communiqué des informations utiles aux citoyens des É.-U.</p>

DÉPENSES DE VOYAGE

ASSOCIATION	Groupe interparlementaire Canada-États-Unis	
ACTIVITÉ	La Frontière canado-américaine – Une approche unifiée Réunion de la «Canadian/American Border Trade Alliance»	
DESTINATION	Washington, DC	
DATES	Du 10 au 12 septembre 2006	
SÉNATEURS	L'hon. Jerry Grafstein, sénateur L'hon. Jack Austin, CP, CR, sénateur	
DÉPUTÉS	M. Rob Merrifield, député M. Gord Brown, député M. Pierre Paquette, député	
PERSONNEL	Mme June Dewetering, conseillère M. Daniel Charbonneau, secrétaire exécutif	
TRANSPORT	2,269.32 \$	
HÉBERGEMENT	3,485.15 \$	
HOSPITALITÉ	0 \$	
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	760.93 \$	
CADEAUX OFFICIELS	0 \$	
DIVERS/FRAIS D'INSCRIPTION	DIVERS	53.89 \$
	FRAIS D'INSCRIPTION	3,462.01 \$
TOTAL	10,031.30 \$	